

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

5 juin 1989.
G. Bush père, président des Etats-Unis : « Ce n'est pas le moment d'une réponse émotionnelle aux événements de la place Tian Anmen » car les relations avec la Chine « sont vitales pour pour les intérêts de l'Amérique » (AFP).

Éditorial

4 juin 2020, 18 h 45 à Hong Kong. Lee Cheuk-yan, secrétaire de la confédération syndicale HKCTU mais aussi président de l'Alliance qui organise chaque année un rassemblement commémorant le massacre de la place Tian Anmen à Pékin en 1989, se dirige vers le parc Victoria, l'endroit où traditionnellement des dizaines ou des centaines de milliers de Hongkongais depuis trente ans manifestent, bougie à la main, pour la condamnation de la répression, la réhabilitation des victimes du massacre. « On tiendra bon et on poursuivra notre 31^e veillée aux chandelles du 4 juin. Nous ne reculerons pas, nous continuerons à allumer ces bougies », dit-il.

Les rassemblements ont pourtant été interdits par le gouvernement de Hong Kong au nom de la lutte contre... le Covid-19, mais ils sont une centaine qui scandent « Nous n'oublions pas », « Cinq revendications, pas une de moins », « Réhabilitation du 4 juin ! A bas la dictature du parti unique », bientôt rejoints par des milliers d'autres, notamment de jeunes, qui s'étaient donné rendez-vous dans divers quartiers de la ville, bougie à la main aussi.

« **Levons nos bougies ! Combattons pour nos libertés et contre la loi de sécurité nationale** », lance alors Lee Cheuk-yan à 21 heures. En effet, une semaine plus tôt, le jeudi 28 mai, l'Assemblée nationale populaire a adopté à Pékin le projet de loi sur la sécession, la sédition, le terrorisme et la subversion. Cette loi permettrait que les institutions de la répression qui sévissent en Chine dans toutes les autres provinces et régions puissent installer leurs bureaux, leurs personnels et leurs méthodes aussi dans la « région administrative spéciale » de Hong Kong, ce qui n'était pas le cas jusque maintenant.

Au parc Victoria, un jeune lycéen de 14 ans dit : « **Le gouvernement de Pékin calcule. Peut-être qu'il interdira les rassemblements et classera celui du 4 juin comme incitant à la subversion du pouvoir d'Etat** ». Oui, sans doute calcule-t-il, car jamais n'est apparue aussi crûment l'unité des questions posées à la jeunesse et aux travailleurs chinois,

qu'ils soient de Hong Kong ou de n'importe quelle autre province chinoise. Et les travailleurs organisés de Hong Kong sont debout pour leurs frères de toute la Chine...

Questions de démocratie. Ainsi, un militant syndical de Hong-Kong interroge : « *Manifester pour préserver les libertés ouvrières et démocratiques est-il subversif ? Construire des dizaines de syndicats indépendants du pouvoir comme l'ont fait des milliers de travailleurs de Hong Kong ces derniers mois est-il subversif ? Nous savons que sur le continent des ouvriers, et des étudiants qui les ont soutenus, ont été condamnés à des peines de prison pour avoir voulu s'organiser.* » La confédération syndicale HKCTU est précisément née des manifestations d'avril-mai 1989 dans toute la Chine continentale jusqu'à la répression qui s'ensuivit. La démocratie revendiquée en 1989 avait des exigences précises : liberté d'expression, liberté de réunion, liberté de presse, liberté de manifestation, liberté d'organisation. Le 17 avril 1989, les milliers d'étudiants qui défilent dans le centre de Pékin scandent « Démocratie, A bas la dictature, A bas la bureaucratie, A bas la corruption, A bas les privilèges ! ». Un ouvrier expliquait : « *Sans la démocratie, nous ne pouvons éliminer la corruption* ». Et dès la fin du mois d'avril se constituaient un syndicat étudiant indépendant avec ses délégués d'universités élus, des associations d'ouvriers qui adressaient leurs exigences au pouvoir.

« **Libre et prospère** » ? Ces millions de jeunes et de travailleurs n'avaient pas eu besoin du président américain Bush père pour défier les bureaucrates privilégiés en 1989, pas plus que les millions de Hong Kong qui ont manifesté pendant des mois en 2019 n'ont eu besoin de Trump ou de Pompeo pour arracher le retrait d'un projet de loi qui consacrait déjà de possibles extraditions vers le continent. Le 27 mai, Trump a décidé d'accroître les menaces de la guerre commerciale en décidant, à la suite du projet de loi sur la sécurité nationale décidé par Pékin, que « *Hong Kong ne conserve plus un haut degré d'autonomie par rapport à la Chine* ». Pompeo explique : « *Les États-Unis avaient espéré que Hong Kong, libre et prospère, fournirait un modèle pour une Chine auto-*

ritaire ». Précisons : « *libre et prospère* » pour les banquiers, les milliardaires de l'immobilier, les spéculateurs de la troisième Bourse de la planète, mais pas pour le peuple travailleur qui n'a vu naître un Smic très bas qu'il y a quelques années et qui se ruine en loyer pour se loger ! La liberté du renard dans le poulailler donnerait-elle du travail aux dizaines de millions de sans-travail de la « *Chine autoritaire* » ?

Les décisions du pouvoir. L'activité des entreprises, grandes et petites, a repris à un taux de plus de 85% mais les statistiques sont trompeuses : on parle de reprise si un tiers des capacités de production sont mises en œuvre... Or ce qui manque, ce sont les commandes, notamment des pays étrangers où l'activité ne reprend pas. Ce qui pèse sur les entreprises qui travaillent pour l'exportation, comme sur celles qui importent. Alors, combien de millions de travailleurs ont pu retrouver un travail et un salaire sur les 70 millions qui pourraient avoir perdu leur emploi, si l'on en croit un rapport publié le 24 avril par la société financière Zhongtai Securities (rapport censuré sur ordres...) ? L'Assemblée nationale populaire, qui a terminé ses travaux fin mai, a adopté des mesures selon un rapport de travail du Premier ministre Li Keqiang. Il a lui-même indiqué un plan d'aide aux PME, une baisse des taxes et un plan de relance de 470 milliards d'euros et 75 milliards d'investissements directs de l'Etat. Priorité aux infrastructures, à l'aménagement du territoire et à l'urbanisation du pays. Il a même annoncé la création de 10 000 entreprises par jour ! Puis il a donné en exemple (surréaliste !) une ville qui avait permis l'installation de 36 000 magasins de téléphonie, créant ainsi 100 000 emplois en deux semaines ! Enfin, il expliqua que l'emploi de ces millions de chômeurs passait par le retour des vendeurs de rue...

Les livreurs de repas ne peuvent entendre ce discours, pas plus que les 10 millions d'étudiants qui se retrouveront sur le marché du travail dans quelques semaines n'aspirent à devenir vendeurs de rue. Deux articles leur sont consacrés au verso. Dans son discours annonçant les mesures proposées, le Premier ministre Li Keqiang a prononcé 41 fois le mot « stabilité »...

Livreurs de repas en ordre de bataille...

Ils sont une véritable armée qui sillonne toutes les villes : 6 millions de livreurs de repas, qui gagnent leur vie en transportant du thé, des bols de nouilles, des sandwiches... Les gigantesques plates-formes de livraison comme Meituan ou Ele.me qui se partagent 95% du marché ont constaté un afflux massif de nouveaux livreurs : en effet, des millions de travailleurs ont été licenciés ou mis en congé en raison de la crise puis du confinement lié au Covid-19. Beaucoup se sont alors tournés vers les petits boulots pour ne pas crever de faim. Pas besoin d'être qualifié, il suffit d'être disponible... parfois 15 heures par jour ! Mais tous ces nouveaux livreurs pèsent sur la charge de travail des anciens. « *Dans le temps, à cette époque, on n'arrêtait pas. Nous n'avions pas le temps de nous reposer. Mais maintenant, il n'y a pratiquement plus de commandes, explique un livreur de Shanghai. De nombreuses usines ont licencié tous leurs travailleurs, et ils sont tous venus à la livraison, il y a donc moins de commandes pour nous maintenant. Mon salaire a diminué de moitié !* » Un autre dit : « *Dans les rues, vous ne voyez que des livreurs !* » Meituan a effectivement enrôlé à lui seul 458 000 nouveaux livreurs entre le 20 janvier et le 30 mars. C'était la période

de confinement, mais, pour ne rien arranger, le nombre de clients utilisateurs des plates-formes est passé de 421 millions en 2019 à 398 millions cette année.

Mais les plates-formes en ont profité pour modifier à la baisse le taux de rémunération, trafiqué les applications de distance et de temps de travail. Un livreur dit : « *Si je prenais hier 40 à 50 commandes par jour, je gagnais environ 230 yuans, mais maintenant, avec le même volume de travail, je ne gagne que 130 yuans !* » Ce qui explique les grèves chez Meituan et Ele.me, à Linyi (Shandong) le 18 février, à Dongguan le 20 février, Jinan le 24 février, Pinghu au Zhejiang le 25 février et à Qingdao le 27 février. Le 17 mai, plusieurs centaines de livreurs de la plate-forme Meituan se sont mis en grève et ont manifesté contre les nouvelles politiques de gestion à Sanmenxia (province du Henan). « *Par le passé, les livreurs pouvaient s'attendre à traiter environ dix-sept commandes de déjeuner chaque jour, mais à la mi-mai, ce nombre avait été réduit à seulement cinq ou six commandes. De plus, les livreurs ont expliqué que leur revenu par commande était passé de 5 à 4 yuans, et la direction exigeait de tout titulaire d'une licence de livraison de signer un*

nouveau contrat sans garantie de salaire », explique China Labour Bulletin, qui rapporte ces grèves. Les négociations ont donc commencé avec les revendications suivantes : « *Les livreurs de Meituan ont exigé que tout nouveau contrat de travail pour le titulaire de la licence indique clairement le salaire et les avantages sociaux des employés et que l'entreprise prenne des dispositions équitables pour le traitement des commandes problématiques* ». Sans parler des conditions de travail sur l'engin...

Lui a été heurté par une voiture au cours de sa première semaine de travail. En 2017, un rapport a révélé qu'une blessure grave ou la mort d'un chauffeur-livreur se produisait une fois tous les 2,5 jours à Shanghai. Bien que les plates-formes aient légèrement allongé les délais de livraison pour permettre aux conducteurs de conduire plus prudemment, un conducteur de Meituan assure qu'il est impossible de terminer les commandes à temps sans griller les feux rouges... Pas le choix pour ce livreur aux cheveux déjà blancs, la compagnie de taxi qui l'employait a fait faillite pendant le confinement : « *Que puis-je faire d'autre ? J'ai une famille et un crédit immobilier à rembourser* ». (sources : Sixth Tone, China Labour Bulletin)

La jeunesse estudiantine désespérée...

« *Quand on est arrivé en avril et que je ne pouvais toujours pas travailler, j'ai commencé à m'inquiéter, dit Mlle Huang, 24 ans. J'ai commencé à craindre de ne pas pouvoir du tout travailler cette année. Je ne peux pas rester comme ça à attendre.* » Elle est diplômée du plus prestigieux institut de théâtre du pays depuis l'été dernier, mais n'a pu trouver un travail de secrétariat qu'en décembre dernier, qui s'est terminé... avant d'avoir commencé en raison de l'épidémie. Elle est arrivée au bout de ses économies. Un article du « New York Times » (26 mai) évoque les difficultés que rencontrent tous ces jeunes, diplômés mais qui se retrouvent sans travail, alors que près de 8,7 millions de nouveaux diplômés universitaires vont arriver sur le marché du travail cet été.

« *Les dommages pour le Parti communiste pourraient être durables. Il tire son pouvoir politique de la promesse d'offrir une*

vie meilleure au peuple chinois, promesse de plus en plus difficile à tenir », lit-on. Le taux de chômage des jeunes âgés de 16 à 24 ans a grimpé à près de 14%. Beaucoup utilisent des mots comme « Je suis perdu » pour décrire leur état d'esprit. « *J'ai épuisé toutes sortes de logiciels pour la recherche d'emploi* », a écrit un autre. « *Je n'ai pas trouvé de boulot ! Que faire de plus ! Je suis en train de perdre confiance* », se désole une autre.

Une série du « South China Morning Post » (14 mai) met le doigt sur un autre aspect des difficultés auxquelles cette génération d'étudiants diplômés qui n'a jamais connu de ralentissement économique se trouve confrontée : « *Les diplômés des universités recherchent de bons emplois et la plupart devront aller dans les secteurs des services et des hautes technologies, mais l'offre dans ces secteurs ne peut pas égaler la croissance du nombre d'étudiants* ». Et

ce manque d'emplois pèse sur les salaires : « *Parmi les diplômés qui ont trouvé un emploi, 60% gagnaient le même salaire ou moins qu'un travailleur migrant ou un livreur, selon les données d'un rapport de 2019 de Zhaopin.* » Les emplois les plus accessibles aux diplômés étaient ceux de courtiers immobiliers, de vendeurs et de techniciens, mais les jeunes diplômés d'emploi ne recherchaient pas ce type de postes. L'article souligne : « *La pandémie, qui a forcé beaucoup des 400 millions de Chinois de la classe moyenne à se serrer la ceinture, menace également d'empêcher les jeunes instruits de rejoindre ses rangs* ». Et cite un analyste : « *L'emploi est une priorité urgente en Chine. Maintenir la stabilité de l'emploi, c'est assurer les moyens de subsistance des gens et protéger le régime. S'il y avait une vague de chômage, la classe moyenne glisserait au bas de l'échelle de la société tandis que le fond s'effondrerait, et le parti perdrait sa légitimité* ».

En Bref...

– Les manifestations à Hong Kong ont repris mercredi 27 mais propos d'un projet de loi criminalisant tout outrage à l'hymne national chinois. Ce délit serait passible de trois ans d'emprisonnement. La police a arrêté 240 personnes, dont beaucoup d'adolescents, pour « rassemblement illégal » : au nom de la lutte contre le Covid-19, tout groupe de plus de huit personnes est de fait interdit.

– Une des cinq revendications des manifestations de Hong Kong exige une enquête indépendante sur les violences policières. Un Conseil indépendant des plaintes contre la police a été mis sur pied qui a conclu que la police a bien fait son travail ! Mais il était

si peu indépendant et si peu enquêteur que les experts étrangers sollicités pour les aider ont rendu leur tablier.

Un de ces experts parle du travail de la police ainsi : « *En fait, leurs tentatives de prévenir le désordre ne font que le créer. Je dirais qu'il existe de nombreuses preuves que la police a utilisé la force de manière disproportionnée dans pratiquement toutes les manifestations depuis le 12 juin.* » Il se demande « *pourquoi des centaines d'officiers à l'intérieur du bâtiment du Conseil législatif n'ont pas empêché quelques dizaines de manifestants d'attaquer la porte d'entrée vitrée le 1^{er} juillet* ». Plus tard, des manifestants sont entrés et ont vandalisé le mini-Parlement.